

ENTRETIEN

« Nous ne soutenons pas les gilets jaunes »

LAURENT BERGER Le secrétaire général de la CFDT prépare, aujourd'hui, les prochaines élections syndicales de la fonction publique

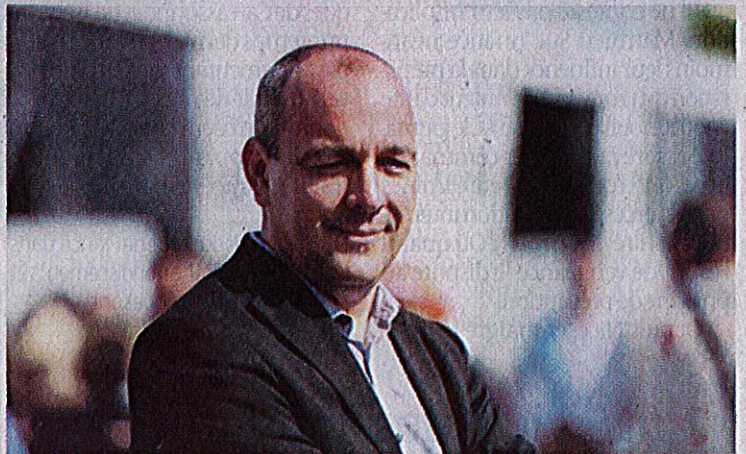
« **Sud Ouest** » Les élections syndicales auront lieu le 6 décembre, vous êtes en campagne aujourd'hui dans les Landes et à Bordeaux, quels sont vos objectifs ?

Laurent Berger Il est important que nous réalisons le meilleur score possible bien sûr. Pour autant, l'enjeu principal n'est pas de savoir si nous passerons de numéro 2 à numéro 1, à l'issue de cette élection (la CFDT est devancée par la CGT, NDLR) du 6 décembre. L'enjeu, le vrai, c'est qu'est-ce que l'on fait demain pour la fonction publique, pour lutter contre le mal-être de plus en plus fort qui émerge de ces hommes et femmes qui ont des besoins finalement assez simples.

Quels sont ces besoins ?

La reconnaissance d'abord et elle ne passe pas seulement par le pouvoir d'achat. Tous les agents de la fonction publique que je rencontre me font part de leur difficulté grandissante à se faire entendre. Du gouvernement d'une part, mais aussi de toute la population. On ne les écoute pas. Ils ne sont présentés, par les uns et par les autres, que comme des postes de coûts. C'est oublier que fonctionnaire ce n'est pas un métier. Derrière ce mot, il y a des personnels de santé, des personnes au service de la solidarité et de la sécurité, de l'enseignement.

Les difficultés de FO vont-elles profiter à la CFDT lors de ces élections ? Je ne me réjouis pas des difficultés de FO. Je pense qu'elles sont mauvaises pour l'ensemble de la représen-



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. PHOTO VIRGINIE DE GALZAIN

tation syndicale. Il est important qu'elles ne dégradent pas l'image de tous les syndicats. Ce que je peux dire, c'est qu'à la CFDT nous certifions nos comptes.

Fonctionnaire ce n'est pas un métier. Derrière ce mot, il y a des personnels de santé, des personnes au service de la solidarité et de la sécurité

gite. Ils souffrent d'un vrai recul de leur pouvoir d'achat. C'est pourquoi nous militons pour un chèque mobilité afin de soulager financièrement les plus précaires. Le problème sur ce sujet précis, c'est que

gouvernement a été incapable de donner du sens aux mesures qu'il met en avant. Il est indéniable que le dérèglement climatique grave, nécessite des actions. Elles doivent être concertées, faire partie d'un pacte social de la conversion écologique. Pour que les Français acceptent les hausses de taxes sur les carburants, il est capital que le gouvernement explique qu'il se sert des recettes pour faciliter la transition écologique. Or, on sait qu'elles servent aussi et surtout à renflouer les caisses de l'État. Le gouvernement doit impérativement préciser ses intentions en matière de transition écologique.

Concernant le mouvement dit des « gilets jaunes », en effet, nous ne nous associons pas aux actions de samedi. Nous estimons que le mouvement est récupéré par l'extrême droite. Nous ne soutenons donc pas les blocages.

Recueilli par Pascal Rabiller